

Prendre en charge la pauvreté : un devoir moral et patronal

Depuis des décennies, BECI est active dans les questions sociales et sociétales. Nous sommes convaincus que la prise en charge de la pauvreté par le patronat est devenue plus que jamais pertinente. De manière succincte, en voici les multiples raisons...

Raisons sociales

- ✓ **Cohésion sociale** : une société ayant des niveaux de pauvreté moins élevés tend à être plus stable et plus sûre. Cela crée un environnement favorable aux affaires.
- ✓ **Amélioration de la réputation** : les organisations qui contribuent à des causes sociales peuvent améliorer leur image de marque et leur réputation.
- ✓ **Talents** : en contribuant à réduire la pauvreté, les entreprises peuvent avoir accès à un bassin de talents plus large, mieux formé et plus diversifié.

Raisons économiques

- ✓ **Marché intérieur** : réduire la pauvreté augmente le pouvoir d'achat, ce qui peut élargir le marché intérieur pour les produits et les services.

- ✓ **Coûts sociaux** : la pauvreté peut entraîner des coûts élevés pour la société, y compris pour les entreprises, notamment en termes de soins de santé, de criminalité et d'éducation.

- ✓ **Fiscalité** : un plus grand nombre de personnes au travail réduit la pression fiscale et ouvre également des possibilités de financement de notre sécurité sociale.

Raisons stratégiques

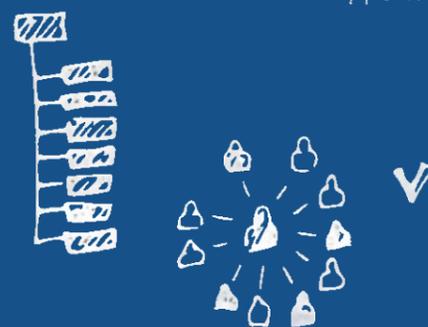
- ✓ **Durabilité et investissement à long terme** : les entreprises cherchent à investir dans des marchés stables et en croissance. L'investissement dans des programmes sociaux peut être une manière de contribuer à cette stabilité.
- ✓ **Objectifs ESG** (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) : de nombreuses entreprises adoptent des mesures ESG comme partie intégrante de leur stratégie globale. S'attaquer à la pauvreté peut être un moyen efficace de réaliser ces objectifs.

Raisons éthiques

- ✓ **Responsabilité sociétale** : beaucoup considèrent qu'il est moralement juste pour les entreprises prospères de donner en retour à la communauté.

En résumé, s'attaquer à la pauvreté peut bénéficier aux entreprises et à la société dans son ensemble. S'y attaquer, c'est aussi faire face à la pénurie de main-d'œuvre et au travail non déclaré, notre premier concurrent sur marché de l'emploi. S'y attaquer, c'est enfin éviter que par manque d'impôts sur les revenus déclarés, la Région de Bruxelles-Capitale, tout comme la Région wallonne, ne soit un jour en faillite. Toutes ces raisons justifient largement que la pauvreté soit une préoccupation légitime pour le patronat et les chambres de commerce.

■ Philippe VAN LIL



la formation professionnelle au service du marché de l'emploi

Il est primordial d'attirer plus de jeunes et de travailleurs en reconversion vers des formations qui mènent à des métiers porteurs. C'est l'un des objectifs du projet européen EULEP, pour European Learning Experience Platform. BECI en est le partenaire pour la Belgique.

Cofinancé par l'Union européenne, le programme EULEP rassemble une vingtaine d'organisations de 8 pays. Véritable laboratoire de recherche et développement, il entend rapprocher l'enseignement et la formation professionnelle (EFP) du marché de l'emploi. Au cœur de ce programme figure une plateforme d'expériences d'apprentissage visant à rendre celui-ci plus attrayant.

D'ici à la fin du programme, en juin 2026, les résultats suivants sont attendus :

- 500 entreprises participeront aux diverses activités, indiqueront leurs besoins en compétences, évalueront et testeront les formations ;
- 3 parcours d'apprentissage modulaires seront développés dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la réalité virtuelle et de l'innovation sociale ;

- une plateforme d'apprentissage électronique sera créée au niveau européen ;
- 24 formateurs de l'EFP seront formés dans l'Académie européenne d'apprentissage, en apprenant les 3 modules et parcours de formation, et formeront ensuite 240 formateurs de l'EFP et 480 employés d'entreprises ;
- des événements régionaux et des campagnes de promotion de l'EFP seront organisés à grande échelle ;
- les conseils régionaux de l'EFP rédigeront 8 stratégies intelligentes d'EFP et 8 plans d'action pour ancrer les résultats du projet dans la durée ;
- 2 événements majeurs du projet auront lieu avec la participation de 170 parties prenantes.

Un budget total de 4,92 millions d'euros a été dégagé pour ce programme.

■ Philippe VAN LIL

Plus d'info : www.eulep.eu



Beter score? Dat kan.

Brussel, 5^e rijkste regio van Europa, vertoont nochtans zorgwekkende niveaus van inactiviteit (33%), werkloosheid en armoede. Daar bestaan veel redenen voor. Terwijl één op de twee werklozen in Brussel zwart werkt, zijn er ook echte armen die in ellendige omstandigheden leven.

BECI gelooft dat werkgevers armoede kunnen helpen bestrijden. Dit zou de sociale cohesie, de reputatie van de betrokken organisaties, de hoeveelheid beschikbaar talent en de koopkracht verbeteren. Sociale kosten en fiscale druk zouden bovendien afnemen.

Veel problemen rond arbeidsmarkt en armoede blijven taboe en veroorzaken onenigheid onder de sociale partners. Vandaar de behoefte aan meer openheid.

Kwalificerend onderwijs en beroepsopleidingen zijn aan verbetering toe! De onderwezen technische vaardigheden zijn achterhaald. Toch is er geen tekort aan financiële en menselijke middelen. Een lijvig verslag brengt de problemen in kaart. Hervormingen liggen in het verschiet, tegen ... 2029! In diezelfde context tracht het EULEP-project (European Learning Experience Platform) beroepsopleiding en -opleiding beter op de arbeidsmarkt af te stemmen.

BECI maakt bedrijven bewust van diversiteit en inclusie. Die twee troeven bevorderen namelijk het welzijn van het personeel, onthullen nieuw talent en versterken het imago en de waarden van het bedrijf evenals creativiteit, innovatie, teamprestaties, resultaten en omzet. BECI en Actiris bieden gratis ondersteuning aan Brusselse werkgevers die diversiteit in hun bedrijf willen bevorderen.